

## JAPON

La croissance de la productivité du travail s'est ralentie au cours de la décennie de stagnation économique qu'a connue le Japon, ce qui a creusé son écart de revenu avec les pays de tête de l'OCDE.

### Priorités reposant sur des indicateurs

#### **Poursuivre la libéralisation des services**

Les prix des services sont relativement élevés, ce qui s'explique par un manque de vigueur dans l'application du droit de la concurrence, des réglementations excessivement prescriptives et des cadres réglementaires inadaptés dans les industries de réseau, notamment dans l'électricité.

**Mesures prises :** Les ressources de la *Fair Trade Commission* ont été accrues et son indépendance renforcée. Les sociétés par actions ont été autorisées à entrer dans les secteurs de la santé et de l'enseignement dans les « zones spéciales de réforme structurelle ». La fixation obligatoire de barèmes de rémunération par les associations professionnelles est progressivement supprimée.

**Recommandations :** Renforcer encore le système d'application du droit de la concurrence et infliger de plus lourdes sanctions. Étendre le dispositif des zones de réforme à l'ensemble du territoire national. Favoriser la concurrence dans les industries de réseau en prenant des mesures telles que l'établissement d'un cadre d'interconnexion non discriminatoire, la séparation des activités verticalement intégrées et la création d'organismes de régulation indépendants.

#### **Réduire le soutien à la production agricole**

Le soutien aux producteurs agricoles représente 59 % des recettes agricoles totales, soit près du double de la moyenne OCDE, ce qui gonfle le revenu agricole mais se traduit par l'affectation persistante de ressources en excès à des activités dont la productivité est faible.

**Mesures prises :** Le soutien total à l'agriculture a été ramené de 2.3 % du PIB en 1986-88 à 1.4 % du PIB en 2001-03, sur fond de repli du secteur agricole. Des mesures de déréglementation du système de distribution du riz ont été adoptées.

**Recommandations :** Réduire encore le niveau du soutien à l'agriculture, tout en remplaçant les mécanismes de soutien des prix du marché par des paiements directs, qui ont des effets de distorsion plus limités sur les échanges et la production. Étendre à l'ensemble du territoire national l'autorisation accordée récemment dans certaines zones spéciales aux sociétés par actions d'entrer dans le secteur agricole.

#### **Assouplir la législation sur la protection de l'emploi**

La définition très générale du licenciement abusif par les tribunaux a rendu plus floues les conditions de licenciement, ce qui a pu constituer un frein à l'embauche de travailleurs réguliers. Par ailleurs, la différence de rigueur de la réglementation entre travailleurs réguliers et non réguliers est un des facteurs contribuant à l'augmentation du poids relatif de la seconde catégorie, qui soulève à la fois des problèmes d'efficacité et d'équité.

**Mesures prises :** Les conditions de licenciement ont été précisées dans le droit du travail, ce qui a permis de clarifier la situation.

**Recommandations :** Pour réduire le dualisme du marché du travail et faciliter une restructuration accélérée des secteurs des entreprises et de la finance, il conviendrait d'adopter une approche globale, passant notamment par un assouplissement de la législation sur la protection de l'emploi pour les travailleurs réguliers.

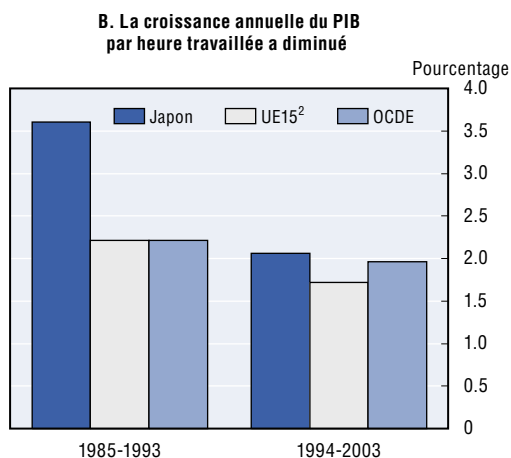
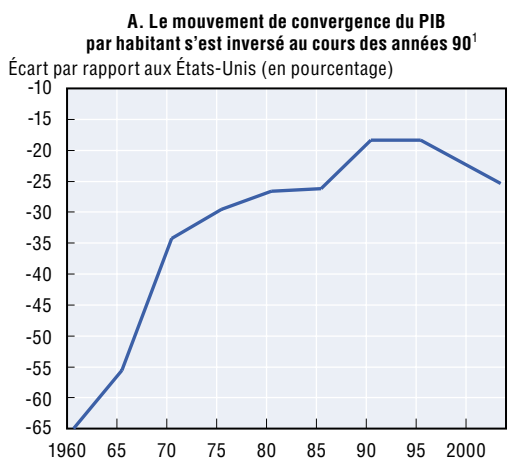
### Autres priorités essentielles

- Réformer le secteur financier en réglant le problème des prêts improductifs, en imposant aux banques de renforcer leurs fonds propres et en revoyant à la baisse le rôle des établissements financiers publics.
- Supprimer les obstacles à l'investissement direct étranger (IDE) au Japon, où les entrées d'IDE sont aujourd'hui les plus faibles de la zone OCDE, en mettant en œuvre le plan d'action destiné à multiplier par deux le stock d'IDE en cinq ans.

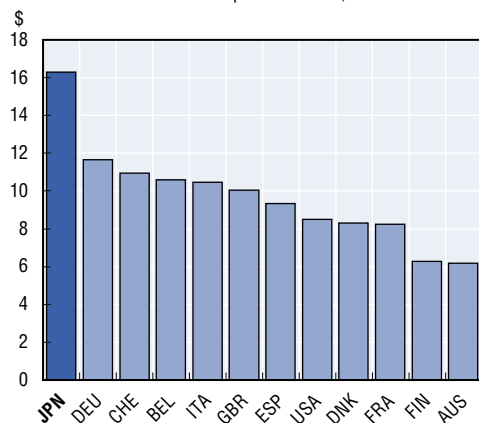
## Indicateurs structurels

	1990	1995	2000	2003
Croissance tendancielle du PIB par habitant (en pourcentage)	2.8	1.4	1.3	1.4
Taux d'emploi tendanciel	72.3	73.9	74.7	75.1
Taux d'activité tendanciel	74.4	76.2	77.6	78.1
Taux de chômage structurel (NAIRU)	2.8	3.0	3.6	3.9

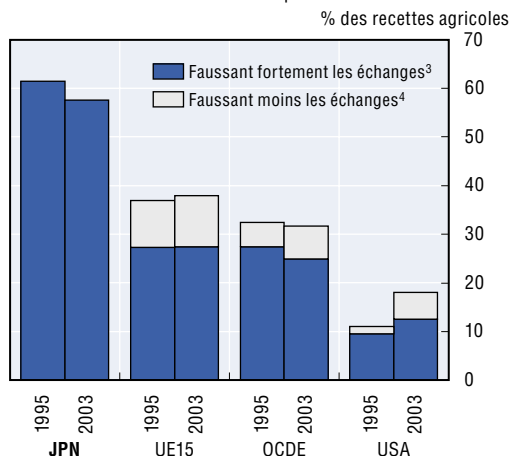
Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.



**C. Les prix de l'électricité sont élevés pour les ménages**  
Prix hors taxes pour 100 kWh, en 2002



**D. Le soutien à l'agriculture est élevé**  
Estimation du soutien aux producteurs



1. Écart en pourcentage avec le PIB par habitant des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.

2. À l'exclusion de l'Autriche et du Luxembourg.

3. Soutien des prix du marché et paiements fondés sur les extrants produits et les entrants consommés.

4. Paiements au titre de la superficie/du nombre d'animaux, des droits antérieurs et du revenu total d'exploitation.

Source : Graphiques A et B : *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2004 ; OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76 ; graphique C : OCDE, *Energy Prices and Taxes*, 2004 ; graphique D : OCDE, Base de données des estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs.